

Démagogie : réflexions sur la "question des jeux" et la politique Genevoise

Autor(en): **Reynold, G. de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **8 (1911)**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-748549>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DÉMAGOGIE

(RÉFLEXIONS SUR LA „QUESTION DES JEUX“ ET LA POLITIQUE GENEVOISE)

Ce qui suit n'est pas autre chose que les réflexions d'un spectateur. Nos intellectuels de Genève et de Suisse ont le grand tort de se désintéresser complètement de la politique; à vrai dire, leur attitude se comprend parfaitement, car la politique médiocre que l'on pratique chez nous ne saurait en aucune façon élever l'esprit et le cœur. Cependant, elle est un spectacle instructif; et puis, en vérité, elle fait, en dégénéralant, tant de mal à notre pays qu'il convient de s'en préoccuper, ne fût-ce que pour mettre les gens en garde contre une contagion aussi dangereuse en somme que l'alcoolisme et les jeux de hasard. La politique, en définitive, relève de la philosophie, de l'histoire et de la morale; on l'a trop oublié pour ne voir en elle que des combinaisons, des partis, des manœuvres, la cuisine électorale: il y a, dans ce domaine, toute une éducation à recommencer, si cela n'est pas trop tard.

La Suisse, depuis 1848, — la date de l'hégire, — a vécu une série d'années calmes et prospères. Nous avons vu se développer et fleurir chez nous toutes les industries, y compris l'„industrie hôtelière“: nous nous sommes donné une armée modèle, des chemins de fer; nous avons percé des tunnels, conclu des conventions et des traités de commerce; nous avons muni le peuple de tout ce qu'il faut pour s'amuser et jouer au souverain: l'initiative, le referendum, l'élection directe. Bref, nous avons, bien assis dans la paix confortable, administré ou laissé administrer Confédération et cantons comme une bonne maison de commerce et vingt-deux comptoirs. Nous sommes devenus optimistes. Tout allant pour le mieux dans le meilleur des mondes, tout marchant tout seul, comme on dit, à quoi bon se faire des soucis? On a, de la sorte, perdu de vue les principes, et l'esprit public s'endort. Il s'endort dans une médiocrité générale et dans un manque général d'idéalisme et de culture que ne compense point l'orgueil d'être en Europe, nous autres Helvétiens, „les premiers pour l'ins-

truction“. C'est ainsi que la Suisse commence à souffrir d'une maladie bien connue: elle a de la graisse sur le cœur.

Voilà mon introduction faite: on m'objectera qu'elle est trop longue et ne saurait convenir à un si mince sujet; je répondrai qu'il nous faut absolument nous habituer à considérer les événements de haut et dans leur ensemble.

* * *

Le plus grand éloge que l'Antiquité pouvait faire d'un magistrat était de dire: „Il n'a jamais flatté le peuple“. Cet éloge-là, on ne le gravera point sur la tombe du chef de la République et Canton de Genève, M. Perréard, ni sur celle du vice-président du Conseil d'Etat, M. Henri Fazy. D'ailleurs, je crois que ces „princes du peuple“ ne tiennent guère à des épitaphes.

Le 28 avril de l'an de grâce 1912, la ville de Genève avait un aspect quasiment héroïque. La Corraterie, la Place Neuve, les environs du Palais électoral étaient couverts d'une foule noire, compacte, agitée. Tambours et fanfares. Des camelots vendaient des chansons satiriques. Puis, des lampions, des transparents, des éclairs de magnésium. Et puis des injures et des horions. Enfin, des cortèges, des flambeaux: les faubourgs débordant sur la capitale, et non seulement les Pâquis, Plainpalais et Carouge, mais Annemasse et Saint-Julien. En un mot, de l'émeute dans l'air. Serait-ce le Grand Soir? On aurait cru tout au moins revivre l'une de ces échauffourées et de ces prises d'armes qui annoncèrent et précédèrent le Sonderbund... Nous allons assister sans doute, pensais-je en écoutant les clameurs de la foule, à l'un de ces coups de force par lesquels le Peuple souverain, conscient de son énergie et de sa moralité collectives, affirme sa volonté d'être libre, conquiert un droit nouveau, fait flotter l'étendard de la Justice. Ce 28 avril sera-t-il l'une des grandes dates dans l'histoire de notre démocratie?

Vous êtes, Monsieur, singulièrement naïf. Il s'agit de tout autre chose. Le peuple aujourd'hui ne se laisse plus payer de mots, on ne le soulève plus que pour des „réalités“, — c'est-à-dire les gros sous. C'est ce que le président et le vice-président du gouvernement genevois savent fort bien. La foule qui acclame leur automobile, la foule qui va tout à l'heure acclamer leurs

paroles, n'est point de celles qui meurent pour une idée sur les barricades. On la fait descendre dans la rue pour défendre un cercle où l'on joue au baccara, un Kursaal où de petites femmes en maillot lèvent la jambe. O merveilleuse et logique évolution! Hier encore, une République démocratique reposait sur un certain nombre d'institutions symbolisées par un certain nombre de monuments: l'Hôtel de ville, le Palais de justice, l'Université, les écoles, et même encore les temples et les églises. Allons donc! on n'est plus des réactionnaires comme cet aristocrate de Montesquieu qui écrivait: „La vertu est le fondement des Républiques“. Le développement d'une cité comme Genève dépend, on le sait bien, de deux institutions beaucoup plus solides que toutes les autres et qui „rapportent“ cent fois davantage: le jeu et la prostitution. Ceux qui prétendent le contraire sont des „mômiers“, — de sales mômiers dépourvus de tout sens politique et incapables de comprendre les aspirations de la société moderne.

* * *

Il est donc urgent de rectifier les „Droits de l'homme“ et de les adapter précisément aux conditions et aux besoins de la vie moderne. Cette œuvre, le président du Conseil d'Etat, M. Perréard, a su l'accomplir d'une manière si claire, si noble, si „distinguée“, que je lui laisse la parole. Ecoutons-le: ¹⁾

„Je veux faire en quelques mots l'historique de la campagne des ultra-protestants et de leurs délations contre le canton de Genève. Ce fut d'abord la suppression de l'absinthe. Ils sont incapables de créer, il leur faut toujours supprimer. Si du reste l'absinthe s'était appelée *schnaps*, ils ne l'auraient pas supprimée à Berne. (*Applaudissements frénétiques.*)

„Que nous importent les maisons de jeu? C'est une question de principe. Il faut arrêter l'assaut contre la liberté. On s'en prendra aux maisons de tolérance (sic). On nous fera, comme on l'a projeté à Zurich, comme on l'a fait à Bâle, une loi contre le concubinage. Nous aurons la fermeture des cafés à dix heures (sic). Nos rues sont déjà si tristes le soir (sic). Les mômiers le veulent: c'est pour cela qu'ils partent en villégiature en été, quand

¹⁾ D'après le „*Journal de Genève*“ du 29 avril 1911.

notre ville commence à s'animer et où resplendit le ciel de la liberté (sic).

„Il est ici un rôle que je serais navré de ne pas remplir, c'est de m'attaquer au fauteur de tout le mal, à ce *Journal de Genève*, l'organe des chancelleries, qui nous a créé des relations détestables avec la France. Le *Journal de Genève*, c'est l'ennemi contre lequel nous devons porter tous nos efforts pour soutenir la citadelle du progrès en Suisse.

Et je ne veux pas terminer sans exprimer mon admiration devant cette assemblée qui s'est levée comme un seul homme pour venir lutter contre l'ennemi héréditaire. J'y vois la glorieuse apothéose de ce bâtiment qui va bientôt tomber (sic). Noble bâtiment électoral! quand tu seras rebâti, tu ne seras plus la boîte à gifles! C'est dans tes murs que les citoyens prépareront dans un progressisme avancé (sic) les victoires de l'avenir. (*Acclamations*).“

Ainsi parla, non point un quidam quelconque, non point un obscur député, mais le successeur des syndics, celui qui est, s'intitule lui-même le président de la République et du Canton de Genève. Félicitons-le de son langage châtié, élégant et choisi. M. Perréard, s'il prend la peine de réfléchir à ce qu'il a dit publiquement, ne manquera pas de voir qu'il a fait appel aux passions et aux appétits. Qu'a-t-on proclamé en définitive? la liberté du vice. C'est là, paraît-il, le dernier avatar des revendications démocratiques, le dernier mot du progrès: les croupiers et la croupe. A quand les billets d'entrée gratuite dans les maisons de tolérance, à l'usage des électeurs qui auront „bien voté“? car c'est là sans doute ce qu'on appelle un „progressisme avancé“, — faisanté plutôt.

* * *

M. Fazy est un historien consciencieux, intelligent et clair: il a écrit un livre excellent sur les différentes constitutions de Genève; M. Perréard s'entend aux affaires: l'un et l'autre, dès qu'ils sont rentrés chez eux et qu'ils ont mis leurs pantoufles sont, n'en doutons point, les meilleurs hommes de la terre, et les mieux intentionnés, et des patriotes, et de bons Suisses. Mais n'est-ce pas? ils sont également des politiciens, les chefs d'un parti qui, ayant conquis le pouvoir et les places, cherche

à s'y maintenir par tous les moyens possibles: conquérir le pouvoir, garder le pouvoir par tous les moyens, voilà, en effet, en quoi consiste la politique. On a vu dans cette question des jeux un tremplin électoral. On a sauté sur ce tremplin, on a fait le boniment le plus propre à recueillir des voix. Le parti radical genevois avait jadis constitué sa majorité sur la question des maisons de tolérance, il la reconstitue sur la question des jeux. En agissant de la sorte, il est d'accord avec ses principes qui consistent, semble-t-il trop souvent, à n'en point avoir et à travailler contre tous ceux qui en ont.

Pas de principes, et pas d'autre programme que celui de se maintenir au pouvoir et aux places. Et puis constituer, grâce à des alliances et à des compromis électoraux, grâce au partage de de l'„assiette au beurre“, une majorité disparate. Et voilà comment on démoralise peu à peu un pays. Car l'action qu'exerce actuellement sur lui-même et sur ses alliés le parti radical qui gouverne Genève, est une action démoralisante. Qu'il n'en ait pas toujours été ainsi, je le veux bien, mais qu'il en soit ainsi, cela saute aux yeux. Ce parti, en effet, a deux alliés: le parti „indépendant“, composé de catholiques, et le parti socialiste. L'un et l'autre de ces alliés avaient, ont encore, un programme et des principes: le cartel qu'ils ont conclu et qui les rattache à la majorité gouvernante les contraint, donnant donnant, de soutenir, contre leurs idées, contre leur conscience, l'attitude d'un gouvernement qui leur devrait être antipathique. En outre, cet état d'esprit opportuniste, „profitard“, est singulièrement contagieux. Il oblige à de perpétuels compromis avec soi-même, ce qui est dangereux. Je pourrais citer des exemples, comme le cruel embarras de tel homme politique qui, après avoir formellement réclamé la suppression des jeux, de *tous* les jeux, s'inflige, en prenant par ordre la défense du Cercle des Etrangers et du Kursaal, le plus flagrant, le plus cruel des démentis. La morale catholique ne saurait admettre, en effet, ni les maisons publiques, ni l'absinthe, ni les cartes, ni les „petits chevaux“, ni la „boule“, ni rien de ce genre: aussi bien le clergé de Genève est-il unanime, vicaire-général en tête, à soutenir l'initiative des „mômiers“. D'autre part, la doctrine socialiste réprouve formellement le honteux esclavage de la prostitution légale; les lieux de plaisir à l'usage des étrangers et

des bourgeois qui ont de l'argent à perdre doivent être nécessairement en horreur au prolétariat; j'ai lu moi-même dans le *Peuple suisse*, l'organe socialiste qui paraît à Genève, des pages courageuses dirigées contre cette „industrie hôtelière“ qui nous avilit. Alors? alors, il me semble avoir fait la preuve de ce que je viens d'avancer. Je soutiens donc que catholiques et socialistes font un métier de dupes: à suivre leurs alliés radicaux, ils gagneront quelques députés, ils placeront dans les bureaux quelques-uns des leurs, mais ils verront bientôt tout ce qu'ils auront perdu de leur force morale et de leur indépendance. On a crié jadis: à bas les aristocrates, à bas les calotins; on crie en ce jour: à bas les mômiers! on pourrait bien crier demain: à bas les ouvriers! à bas la soutane! on le fera certainement, si les intérêts électoraux l'exigent.

* * *

D'autre part, il est juste de reconnaître que des fautes ont été commises, — des fautes que les promoteurs de la manifestation du 28 avril ont su habilement exploiter.

Il est certain que, dans la campagne contre les jeux, comme dans celle contre les maisons de tolérance, des excès de zèle ont risqué et risquent de compromettre une œuvre nécessaire de moralité et d'hygiène publiques. C'est ce qui a permis de crier au „vertuisme“; or, le „vertuisme“, qui est une manie, est insupportable à une population volontiers frondeuse, éprise de liberté individuelle. Puis, on a été trop loin dans la réaction, elle aussi nécessaire, contre l'envahissement d'une ville-frontière par des éléments étrangers: c'est ce qui a permis de clamer à la xénophobie, à la gallophobie en particulier. Enfin, il semble bien, malgré tout, que l'attitude des autorités fédérales, attitude un peu brusque, ait indisposé le Genevois. Car le Genevois aime avant tout à être maître chez lui et il se méfie lorsque Berne veut se mêler, directement et par dessus sa tête, de ses affaires: c'est ce qui a permis de vociférer: à bas Berne! c'est ce qui a fait croire à une manifestation anti-suisse et francophile, alors qu'il s'agissait uniquement d'une manifestation particulariste, „cantonaliste“, comme on dit chez nous.

La constitution fédérale est au dessus des constitutions cantonales; or, cette constitution renferme un article qui prohibe for-

mellement les jeux de hasard : c'est donc le devoir, le premier devoir, des autorités cantonales de connaître, de faire respecter, d'appliquer la loi, qu'elle soit de Berne ou de Genève. Il y avait bien, et c'est ce qui est grave, quelque chose d'insurrectionnel et d'illégal dans l'attitude du président de la république de Genève : si une autorité inférieure ne respecte pas l'autorité qui lui est supérieure, comment exigera-t-elle qu'à son tour on la respecte et lui obéisse ? En agissant ainsi, on a pu être habile au point de vue purement électoral et pour un peu de temps. Mais les hommes à courte vue qui nous gouvernent ne se rendent pas compte que, tout en se donnant l'air d'agir au nom des intérêts genevois, au nom de l'autonomie genevoise, ils ne font que nuire à ces intérêts, à cette autonomie. Ils se disqualifient tout d'abord, aux yeux de la Suisse, ce qui est tout bénéfique ; mais ils discréditent en outre leur République et Canton. Et ceci est beaucoup plus important, car on a contre Genève certains préjugés qu'il importe de détruire.

* * *

„Les Genevois, dit-on trop souvent dans les autres cantons, ne sont pas de vrais Suisses. Ils abusent de leur fameuse *situation particulière* ; ils ne savent jamais faire comme les autres.“ Or, voici ce que je voudrais dire à tous les Confédérés : Prenez garde. Lorsque vous parlez ou que vous écrivez de Genève, n'allez point prononcer un jugement absolu et hâtif. Voyez plutôt. Vos cantons à vous se tiennent ; ils ont des limites naturelles, ils se sont développés normalement ; dans leur territoire il y a un exact équilibre entre les villes et les campagnes. Mais ici, les conditions demeurent tout autres, et combien défavorables ! Il n'est pas de ville-frontière qui se trouve dans une situation aussi anormale, aussi constamment périlleuse que Genève. Le canton est presque enclavé dans la France, la cité est la capitale économique d'un pays qui ne lui appartient pas. Demain, ce soir, les étrangers seront numériquement les maîtres de Genève. Dès l'origine, l'existence de cette république vaillante et minuscule fut une suite de luttes et de crises ; si elle en est sortie victorieuse, ce n'est pas sans blessures et c'est surtout à force d'énergie, de volonté, de patience et de courage. De là, le caractère ombra-

geux, particulariste du Genevois — ce Genevois qui peut-être n'a pas su toujours se faire aimer au dehors de ses remparts, ce Genevois avec lequel il faut traiter en y mettant des formes, toute la courtoisie, tout le tact désirables.

Le Genevois est un bon Suisse, à la condition de le laisser s'helvétiser lui-même: il le fait depuis longtemps, il y travaillait déjà dès le début du seizième siècle. Seulement, n'allons pas confondre l'esprit suisse avec l'esprit allemand. Certes, les cantons alémanniques sont un beau pays que peuple une race forte, une race qui possède une conception particulière de la discipline, de la vie publique et du patriotisme. Mais Genève est une cité „welsche“ où l'on parle français. L'esprit genevois, a-t-on dit, c'est l'esprit suisse sous son mode latin. Sachez d'ailleurs que perdre Genève, ce serait, pour la Suisse, s'amputer de la moitié de son cerveau: la vieille cité n'est-elle point, en effet, de toutes nos cités helvétiques, la seule qui puisse revendiquer une place parmi les capitales de la pensée européenne?

A l'heure où j'écris, jamais le patriotisme suisse ne fut aussi militant à Genève. Méfions-nous donc des généralisations odieuses. Ne confondons pas le peuple de Genève avec des politiciens bruyants, avec une bande d'étrangers. Quand, à Berne et chez tous les Confédérés, on aura perdu les préjugés nuisibles que l'on a contre les „Welsches“; quand, loin de traiter Genève en Cendrillon, on aura pour elle un peu plus d'égards; quand on fera pour elle, considérant sa situation difficile, dans le domaine économique, dans la question de la Faucille, des concessions et même des sacrifices; quand on soutiendra résolument les hommes de bonne volonté qu'elle renferme, alors on aura bien travaillé pour la cause de l'helvétisme, pour celle du lien fédéral, pour celle enfin de l'assainissement et de l'apaisement politiques.

* * *

Une remarque encore, et je termine: Le 28 avril au soir, dans ce qu'on appelle les rues basses, un cortège revenait de manifester, fanfare en tête; tout à coup, au dessus de la foule, des clairons étincelèrent, une sonnerie éclata — l'une de ces sonneries alertes et bruyantes de l'armée française — et l'on vit flotter le drapeau tricolore. C'était un corps de musique, „La Coloniale“,

composé d'anciens soldats français résidents à Genève, et il venait officiellement de prendre part à une manifestation dirigée contre le Conseil fédéral!

Cela est significatif. Je ne crois pas à un „danger français“, à une conspiration organisée; mais il est un fait évident, c'est que, loin d'être assimilé par nous, l'étranger nous assimile. Il nous assimile par la force des choses, et par la complicité inconsciente d'un gouvernement et d'un parti que seuls des intérêts matériels préoccupent. Comment réagir? Ce ne sera point, en tout cas, en reprochant aux étrangers de l'être, en créant entre eux et nous un état permanent d'hostilité. Ce ne sera point non plus par des mesures administratives. Ce ne sera point surtout par une action politique. L'œuvre qu'il faut accomplir — œuvre d'assimilation vis à vis des étrangers, œuvre d'assainissement moral et d'éducation patriotique vis à vis de nous-mêmes — seuls, quelques hommes résolus qui se placeront au dessus des luttes de partis, qui chercheront des éléments d'union et non plus de discorde, des hommes qui seront des catholiques et des protestants mais qui seront des Suisses, seront capables de l'entreprendre. Les partis politiques sont tous compromis par les nécessités électorales, ce n'est pas sur eux que l'on pourra compter. D'ailleurs, dans une démocratie organisée comme la nôtre, le principe „politique d'abord“ est un mauvais principe. On ne réformera les mœurs publiques et privées, on ne renforcera l'helvétisme même du peuple, qu'en l'instruisant.

Quant à ceux qui déclarent ne pas pouvoir célébrer sans arrière-pensée, en 1914, la réunion de Genève à la Suisse laissons-les faire et dire. Vous verrez d'ailleurs que dans trois ans, au mois de juin, nul ne sera meilleur helvétien qu'eux tous. Ils feront même du zèle. Mais, s'ils sont conséquents avec eux-mêmes ils exigeront sans doute que, pour célébrer la Genève moderne „sous forme d'un coup d'œil vers l'avenir“, comme dit si bien le programme officiel, on représente le *Festspiel* projeté... au Kursaal!

GENÈVE

G. DE REYNOLD

